

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

23 JUILLET 2003

Proposition de loi relative aux chiens dangereux

(Déposée par Mme Anne-Marie Lizin)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 26 octobre 2000 (doc. Sénat, n° 2-559/1 — 2000/2001).

L'acquisition et la détention de chiens à particularités caractérielles et/ou comportementales de chiens d'attaque sont en progression constante en Belgique. Certains propriétaires de pareils chiens négligent les processus inhibiteurs destinés à maîtriser l'agressivité de leur animal ou les éduquent volontairement en vue de favoriser cette agressivité naturelle.

Ces manières d'agir ont engendré dans notre pays une augmentation considérable du nombre de blessures voire de décès dus à des morsures de chiens.

Les médias tant audiovisuels qu'écrits n'ont pas manqué de relater ces accidents graves.

Ce phénomène n'est pas l'apanage de la Belgique. Des faits similaires se produisent dans les autres pays de l'Union européenne. Des États comme l'Allemagne ou la France ont adopté des mesures draconiennes destinées à éviter sur leur territoire de tels accidents.

En Belgique, aucune loi ne régit la matière.

Un arrêté ministériel du 21 octobre 1998 visait à régler l'identification et l'enregistrement de certaines

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

23 JULI 2003

Wetsvoorstel betreffende de gevaarlijke honden

(Ingediend door mevrouw Anne-Marie Lizin)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 26 oktober 2000 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-559/1 — 2000/2001).

Er worden in België steeds meer honden gekocht en gehouden die de specifieke karakterkenmerken en/of het gedrag van een vechthond vertonen. Sommige eigenaars van vechthonden verzuimen de agressiviteit van hun dier aan banden te leggen of richten het dier doelbewust af om de aangeboren agressiviteit ervan nog te versterken.

Deze handelwijze heeft in ons land geleid tot een opmerkelijke stijging van het aantal verwondingen en overlijdens door hondenbeten.

Zowel de schrijvende pers als de andere nieuwsmedia hebben uitvoerig bericht over deze ernstige gebeurtenissen.

Het fenomeen is niet tot België beperkt. Er hebben zich soortgelijke gebeurtenissen voorgedaan in andere lidstaten van de Europese Unie. Landen als Duitsland en Frankrijk hebben stringente maatregelen uitgevaardigd om dergelijke incidenten op hun grondgebied te voorkomen.

In België is deze materie door geen enkele wet geregeld.

Een ministerieel besluit van 21 oktober 1998 had tot doel de identificatie en de registratie van bepaalde

catégories de chiens. Le Conseil d'État a toutefois annulé cet arrêté ministériel pour vice de procédure, par son arrêt n° 80.521 du 31 mai 1999. Il n'existe donc plus, à ce jour, de dispositions légales ou réglementaires traitant de l'identification et de l'enregistrement des chiens dangereux.

Concernant l'identification des chiens dangereux, il paraît judicieux que la loi fixe un cadre dans lequel le ministre de la Santé publique déterminera précisément les caractéristiques des chiens relevant des différentes catégories dangereuses. Par contre, la procédure d'enregistrement doit être entièrement réglée par une loi.

La détention, la circulation et le dressage des chiens dangereux doivent être appréhendés légalement.

La loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux décrit en son article 9, tel que modifié par la loi du 4 mai 1995, les modalités que doit remplir une personne ou une administration communale qui recueille un chien errant, perdu ou abandonné. Il convient de compléter dans la présente loi sur les chiens dangereux ces dispositions en prévoyant des mécanismes de prévention visant à éviter l'errance ou perte par son propriétaire d'un chien dangereux.

Des sanctions pénales doivent être prévues afin de permettre au juge de condamner pénalement les personnes qui ont enfreint les dispositions de la présente loi.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 2 précise que la présente loi n'est pas applicable aux services de police, aux douanes, à l'armée et aux services de secours qui ont recours aux chiens. Il faut que ces services puissent correctement entraîner les chiens qu'ils utilisent pour que ceux-ci remplissent efficacement les tâches qui leur incombent.

L'article 3 scinde la catégorie des chiens dangereux en deux sous-catégories: les chiens d'attaque, d'une part et les chiens de garde et de défense, d'autre part.

L'article 4 détermine les races de chiens appartenant à la sous-catégorie des chiens d'attaque. Il s'agit des staffordshire terrier et american staffordshire terrier (communément appelés pitbulls), des mastiff (communément appelés boerbulls) et des tosa. Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races citées dans cet article 4 relèvent également de la sous-catégorie des chiens d'attaque.

L'article 5 détermine les races de chiens appartenant à la sous-catégorie des chiens de garde et de défense. Il s'agit des staffordshire terrier, des american staffordshire terrier, des rottweiler et des tosa. De

catégorieën van honden te regelen. De Raad van State heeft dit besluit echter, door zijn arrest nr. 80.521 van 31 mei 1999, vernietigd wegens procedurefouten. Tot op heden zijn er dus geen wettelijke of reglementaire bepalingen meer die de identificatie en de registratie van de gevaarlijke honden regelen.

Wat de identificatie van de gevaarlijke honden betreft, lijkt het verstandig om in de wet een kader vast te leggen dat de minister van Volksgezondheid in staat stelt om nauwkeurig de karaktereigenschappen te bepalen van de honden die tot de verschillende gevaarlijke categorieën behoren. De registratieprocedure dient echter volledig door een wet te worden voorgeschreven.

Het bezit, het rondlopen in openbare ruimten en het africhten van gevaarlijke honden moeten wettelijk worden aangepakt.

De wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren bepaalt in artikel 9, gewijzigd door de wet van 4 mei 1995, de voorwaarden waaraan een persoon of een gemeentebeestuur voor het opvangen van een zwerfende, verloren of achtergelaten hond moet voldoen. Die bepalingen dienen in deze nieuwe wet betreffende de gevaarlijke honden te worden aangevuld met mechanismen om te voorkomen dat een gevaarlijk hond gaat zwerven of dat de eigenaar een gevaarlijke hond verliest.

Er moeten strafrechtelijke sancties worden ingevoerd waarmee de rechter overtredingen van deze wet kan straffen.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 2 verduidelijkt dat de wet niet van toepassing is op de politie en de douane, noch op het leger en de hulpdiensten wanneer die een beroep doen op honden. Ze moeten de kans krijgen hun honden correct te trainen zodat zij hun taak doeltreffend kunnen uitvoeren.

Artikel 3 deelt de categorie van de gevaarlijke honden op in twee subcategorieën: vechthonden en waak- en verdedigingshonden.

Artikel 4 stelt de hondenrassen vast die tot de subcategorie van de vechthonden behoren: de Staffordshire Terrier en de American Staffordshire Terrier (gewoonlijk Pitbull genoemd), de Mastiff (gewoonlijk Boerbull genoemd) en de Tosa. Honden die door hun morfologische kenmerken met een van de rassen in artikel 4 kunnen worden gelijkgesteld, behoren ook tot de subcategorie van de vechthonden.

Artikel 5 stelt de hondenrassen vast die tot de subcategorie van de waak- en verdedigingshonden behoren: de Staffordshire Terrier en de American Staffordshire Terrier, de Rottweiler en de Tosa. Net als in arti-

même qu'à l'article 4, les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précitées dans l'article 5 sont inclus dans la sous-catégorie des chiens de garde et de défense.

L'article 6 donne la compétence au Roi de déterminer les éléments permettant de reconnaître les chiens visés aux articles 4 et 5.

L'article 7 pose le principe de l'interdiction d'acquérir, à titre gratuit ou onéreux, un chien d'attaque. Une exception à ce principe est admise. Un refuge pour animaux ou un parc zoologique devient propriétaire de plein droit du chien dangereux qui lui a été confié si le propriétaire de l'animal ne l'a pas réclamé dans un délai de quinze jours. Si le chien a été confié à une personne par l'administration communale ou par un refuge, ce délai est porté à quarante-cinq jours à dater du jour où l'animal a été remis à l'autorité communale.

L'article 8 prévoit que certaines catégories de personnes ne peuvent détenir un chien dangereux. Les personnes âgées de moins de 18 ans sont considérées comme trop jeunes pour être capables de diriger correctement l'animal et d'adopter le comportement adéquat face à l'agressivité dont pourrait faire preuve l'animal qu'ils ont sous leur garde. Les majeurs sous tutelle se voient interdire la détention de chiens dangereux pour des raisons de sécurité semblables. Une troisième catégorie de personnes qui ne peuvent détenir un tel animal est composée des contrevenants à la présente loi condamnés à une peine d'amende ou d'emprisonnement.

Il convient en effet d'éviter tout risque de récurrence. Enfin, les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien dangereux a été retirée, ont l'interdiction de détenir à nouveau un chien dangereux, à moins que le bourgmestre ne leur accorde une dérogation.

L'article 9 impose au détenteur d'un chien de déposer une déclaration à la commune du lieu de résidence du propriétaire de l'animal et, lorsqu'il diffère de celui de son propriétaire, du lieu de résidence du chien. Cette déclaration doit être renouvelée chaque année et lors de tout changement de domicile du propriétaire du chien ou du lieu de résidence de l'animal.

L'article 10 stipule que le propriétaire ou le gardien de l'animal doit fournir à l'autorité communale les pièces assurant que le chien peut être identifié grâce à un microchip, que le chien est vacciné contre la rage, que le chien, s'il s'agit d'un chien d'attaque, a été stérilisé et que le propriétaire ou le gardien est assuré en

kel 4 wordt bepaald dat honden die door hun morfologische kenmerken met een van de voornoemde rassen in artikel 5 kunnen worden gelijkgesteld, ook tot de subcategorie van de waak- en verdedigingshonden behoren.

Artikel 6 verleent aan de Koning de bevoegdheid de elementen vast te stellen om de honden bedoeld in de artikelen 4 en 5 aan te duiden.

Artikel 7 voert het principe in volgens hetwelk het verboden is om zich, om niet of onder bezwarende titel, een vechthond aan te schaffen. Er wordt een uitzondering toegestaan. Een dierenasiel of een dieren-tuin wordt van rechtswege eigenaar van de gevaarlijke hond die hem is toevertrouwd, indien de eigenaar van de hond deze niet binnen een termijn van vijftien dagen heeft afgehaald. Indien de hond door het gemeentebestuur of door een asiel aan een persoon is toevertrouwd, wordt de termijn gebracht op vijfenveertig dagen, te rekenen vanaf de dag waarop het dier aan het gemeentebestuur is toevertrouwd.

Artikel 8 voorziet dat bepaalde categorieën van personen geen gevaarlijke honden mogen houden. Personen jonger dan 18 jaar worden beschouwd als te jong om het dier correct in de hand te houden en gepast te reageren op de eventuele agressiviteit die het dier dat zij onder hun hoede hebben, kan tonen. Onbekwaam verklaarde meerderjarigen krijgen om dezelfde reden het verbod opgelegd om gevaarlijke honden te houden. Een derde categorie van mensen die deze dieren niet mogen houden, zijn personen die wegens een overtreding van deze wet veroordeeld zijn tot een boete of een gevangenisstraf.

Men moet immers elk risico op recidive voorkomen. Ten slotte mogen personen aan wie het recht om een gevaarlijke hond te houden ontnomen is, niet de kans krijgen opnieuw een gevaarlijke hond te houden, tenzij daarvoor een afwijking wordt toegestaan door de burgemeester.

Artikel 9 verplicht de bezitter van een hond om aangifte te doen bij de gemeente waar de eigenaar van de hond zijn verblijfplaats heeft en, indien die niet dezelfde is als deze van de eigenaar, waar de hond verblijft. Deze aangifte moet ieder jaar opnieuw gebeuren en telkens als de eigenaar van de hond van woonplaats verandert, of als de hond van verblijfplaats verandert.

Artikel 10 bepaalt dat de eigenaar of de bewaarder van het dier aan de gemeente de nodige bewijzen moet overleggen om aan te tonen dat de hond geïdentificeerd kan worden door een microchip, dat hij gevaccineerd is tegen hondsdolheid en, indien het om een vechthond gaat, dat hij gesteriliseerd is. Voorts

responsabilité civile pour des dommages causés aux tiers par l'animal.

En ce qui concerne l'identification du chien par l'implantation d'un microchip, l'enregistrement s'effectue selon la procédure fixée par l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif à l'identification et à l'enregistrement des chiens. L'article 13, 2^o, de l'arrêté royal précité n'est toutefois pas applicable.

Les membres de la famille du propriétaire ou du gardien de l'animal sont considérés comme tiers si un dommage leur est causé par l'animal.

Les conditions prévues à l'article 10 doivent être respectées en permanence. Si l'une d'entre elles venait à manquer, le propriétaire ou le gardien de l'animal doit en avertir l'administration communale dans les deux jours.

À l'article 11, il est prévu que, lorsque le propriétaire ou le gardien de l'animal a communiqué à l'administration communale les pièces prévues par l'article 9, il reçoit un récépissé de la déclaration.

Au terme de l'article 12, l'administration communale conserve un exemplaire.

L'article 13 stipule que l'administration communale transmet copie de la déclaration au commissariat de police locale compétent territorialement.

L'article 14 concerne les chiens d'attaque. Certains endroits leur sont interdits: les lieux publics à l'exception de la voie publique, les locaux ouverts au public et les transports en commun. De même, ils ne peuvent stationner dans les parties communes des immeubles collectifs. Il s'agit d'une mesure radicale visant à éviter tout risque de morsure d'une personne tierce ou d'un animal domestique.

Lorsqu'ils circulent ou stationnent sur la voie publique et lorsqu'ils stationnent dans des parties communes d'immeubles collectifs, les chiens d'attaque doivent être muselés et tenus en laisse. Ces deux obligations, d'une part, empêchent le chien de mordre et, d'autre part, le maintiennent en permanence sous le contrôle et la direction du propriétaire ou du gardien.

L'article 15 prévoit également, pour les chiens de garde et de défense, le port d'une muselière et la tenue en laisse lorsque le chien se trouve dans un lieu public, un endroit ouvert au public ou un transport en commun.

L'article 16 donne compétence au bourgmestre de prendre des arrêtés afin de prévenir le danger. Ainsi, le bourgmestre peut enjoindre au propriétaire ou au gardien d'un chien dangereux de réaliser un enclos et d'utiliser des dispositifs suffisants pour empêcher la

moet de eigenaar of de bewaarder van de hond een verzekering wettelijke aansprakelijkheid hebben gesloten met betrekking tot de schade die het dier kan toebrengen aan derden.

Wat de identificatie van de hond door middel van een microchip betreft, gebeurt de registratie volgens de procedure vastgelegd in het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de identificatie en de registratie van honden. Artikel 13, 2^o, van het koninklijk besluit is evenwel niet van toepassing.

De familieleden van de eigenaar of de bewaarder van het dier worden, indien het dier hun schade toebrengt, beschouwd als derden.

Aan de voorwaarden bepaald in artikel 10 moet steeds voldaan zijn. Indien er aan een van die voorwaarden niet is voldaan, moet de eigenaar of de bewaarder van het dier het gemeentebestuur daarvan binnen twee dagen op de hoogte brengen.

In artikel 11 wordt bepaald dat de eigenaar of de bewaarder van het dier, nadat hij de in artikel 9 bedoelde stukken aan het gemeentebestuur heeft bezorgd, een ontvangstbewijs krijgt.

Volgens artikel 12 bewaart het gemeentebestuur daarvan een exemplaar.

Artikel 13 bepaalt dat het gemeentebestuur een kopie van de verklaring doorzendt naar het plaatselijke politiecmissariaat dat op dat grondgebied bevoegd is.

Artikel 14 betreft de vechthonden. Zij mogen op bepaalde plaatsen niet komen, namelijk op openbare plaatsen met uitzondering van de openbare weg, in ruimten toegankelijk voor het publiek en in het openbaar vervoer. Ook mogen zij niet blijvend aanwezig zijn in de gemeenschappelijke ruimten van flatgebouwen. Het gaat hier om een radicale maatregel die tot doel heeft het risico dat een derde of een huisdier gebeten wordt, volledig uit te sluiten.

Wanneer zij zich op de openbare weg begeven of daar langere tijd aanwezig zijn en wanneer zij in de gemeenschappelijke ruimten van flatgebouwen verblijven, moeten vechthonden gemuilkorfd en aangelijnd zijn. Deze twee maatregelen beletten de hond te bijten en zorgen ervoor dat hij voortdurend onder de controle en het gezag van de eigenaar of de bewaarder blijft.

Artikel 15 legt, ook voor de waak- en verdedigingshonden het gebruik van de muilkorf en de lijn op wanneer de hond zich in een openbare plaats, in een voor het publiek toegankelijke plaats of in het openbaar vervoer bevindt.

Artikel 16 verleent de burgemeester de bevoegdheid om besluiten uit te vaardigen teneinde gevaar te voorkomen. De burgemeester kan bijvoorbeeld de eigenaar of de bewaarder van een gevaarlijke hond gelasten om een omheining te plaatsen en voldoende

divagation du chien sur la voie publique ou dans des propriétés privées.

Ces arrêtés sont pris par le bourgmestre de sa propre initiative ou suite à la demande d'une personne concernée. Le bourgmestre est, en effet, la personne la mieux placée pour intervenir en cas de problème dû à la dangerosité d'un chien. La procédure est souple puisqu'il peut agir de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée.

L'article 17 détermine les sanctions applicables au cas où le propriétaire ou le gardien de l'animal ne respecterait pas les mesures prévues à l'article 16. Le bourgmestre peut, par arrêté, placer l'animal dans un lieu de dépôt. Les dispositions prévues en cette matière par la loi du 14 août 1986 sur la protection et le bien-être des animaux est applicable.

L'article 18 dispose que, si le chien présente des particularités caractérielles et/ou comportementales dangereuses pour les personnes ou les animaux domestiques, le bourgmestre peut ordonner que l'animal soit mis à mort par un vétérinaire.

L'article 19 limite la pratique du dressage au mordant aux seules activités de sélection canine encadrées par une association agréée par le ministre de la Santé publique.

Pour pouvoir exercer l'activité de dressage des chiens au mordant et pour pouvoir acquérir le matériel destiné à un tel dressage, l'article 20 exige que les dresseurs et les responsables d'activités de sélection canine soient détenteurs d'un certificat de capacité.

L'article 21 précise que le certificat ne peut être délivré que par une association agréée par le ministre de la Santé publique. Le candidat doit démontrer qu'il possède l'aptitude nécessaire pour diriger, contrôler et maîtriser l'animal.

Ce certificat, valable cinq ans, doit être homologué par l'administration communale. Cette formalité permet à l'administration de vérifier que les conditions établies par la loi ont bien été remplies.

Le certificat visé aux articles précédents doit, d'après le prescrit de l'article 22, être présenté au vendeur ou au cédant, lorsque l'acheteur acquiert du matériel destiné au dressage des chiens d'attaque et des chiens de garde et de défense.

L'article 23 prévoit en outre l'inscription de l'opération dans un registre tenu spécialement à cet effet par le vendeur ou le cédant.

L'article 24 stipule que l'importation et l'introduction sur le territoire belge des chiens dangereux sont interdites.

voorzorgen te nemen om te voorkomen dat de hond vrij kan rondlopen op de openbare weg of op het privé-terrein van andere mensen.

Deze besluiten worden door de burgemeester op eigen initiatief genomen of op verzoek van een belanghebbende persoon. De burgemeester is immers de aangewezen persoon om op te treden wanneer er een probleem rijst met een gevaarlijke hond. De procedure is soepel, aangezien het initiatief zowel van de burgemeester zelf kan uitgaan als van een belanghebbende persoon die daarom heeft verzocht.

Artikel 17 stelt de sancties vast die worden opgelegd wanneer de eigenaar of de bewaarder van het dier de maatregelen bepaald in artikel 16 niet in acht neemt. De burgemeester kan besluiten het dier in een bewaarplaats onder te brengen. Dan zijn de bepalingen terzake van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren van toepassing.

Artikel 18 bepaalt dat de burgemeester de hond door een dierenarts kan laten inslapen indien het dier bepaalde karakter- of gedragskenmerken vertoont die gevaar opleveren voor personen of huisdieren.

Volgens artikel 19 kan pakwerkdressuur alleen bij hondenselectie onder toezicht van een door het ministerie van Volksgezondheid erkende vereniging.

Artikel 20 bepaalt dat de hondentrainers en de verantwoordelijken voor de selectie van honden een bewijs van voldoende bekwaamheid moeten hebben om het voor deze dressuur benodigde materiaal aan te kopen.

Artikel 21 verduidelijkt dat dit bewijs alleen kan worden uitgereikt door een vereniging erkend door het ministerie van Volksgezondheid. De kandidaat-aanvrager moet bewijzen dat hij over de nodige bekwaamheid beschikt om het dier te leiden, te bevelen en onder controle te houden.

Het bewijs, dat vijf jaar geldig is, moet gehomologeerd worden door de gemeentelijke overheid. Dankzij deze formaliteit kan het gemeentebestuur nagaan of de in wet vastgestelde voorwaarden zijn vervuld.

Volgens artikel 22 moet aan de verkoper of de schenker van materiaal voor de africhting van vechthonden en van waak- en verdedigingshonden het bewijs worden voorgelegd, bedoeld in de voorgaande artikelen.

Artikel 23 bepaalt bovendien dat de verkoper of de schenker van het materiaal de vervreemding moet inschrijven in een speciaal daartoe bestemd register.

Artikel 24 verbiedt het op het Belgische grondgebied invoeren en binnenbrengen van gevaarlijke honden.

Quant aux peines applicables, les articles 25, 26 et 27 prévoient respectivement une peine d'amende et d'emprisonnement, la confiscation du chien et du matériel et, en cas de morsure, la saisie du chien.

Anne-Marie LIZIN.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

La présente loi n'est pas applicable aux services de police, aux douanes, à l'armée et aux services de secours, utilisateurs de chiens.

CHAPITRE II

Des chiens dangereux

Art. 3

Les types de chiens considérés comme dangereux sont répartis en deux catégories :

- les chiens d'attaque;
- les chiens de garde et de défense.

Art. 4

Relèvent de la catégorie des chiens d'attaque :

- les chiens de race staffordshire terrier;
- les chiens de race american staffordshire terrier;
- les chiens de race mastiff;
- les chiens de race tosa;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précédentes.

De artikelen 25, 26 en 27 stellen de toepasbare straffen vast: respectievelijk een boete en een gevangenisstraf, de verbeurdverklaring van de hond en, in geval van hondenbeten, de inbeslagneming van het dier.

*
* *

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Deze wet is niet van toepassing op de politie, de douane, het leger en de hulpdiensten wanneer die gebruik maken van honden.

HOOFDSTUK II

Gevaarlijke honden

Art. 3

De hondentypes die als gevaarlijk worden beschouwd, zijn verdeeld in twee categorieën :

- de vechthonden;
- de waak- en verdedigingshonden.

Art. 4

Tot de categorie van de vechthonden behoren :

- de honden van het ras Staffordshire Terrier;
- de honden van het ras American Staffordshire Terrier;
- de honden van het ras Mastiff;
- de honden van het ras Tosa;
- de honden die door hun morfologische kenmerken tot een van de hierboven vermelde rassen gerekend kunnen worden.

Art. 5

Relèvent de la catégorie des chiens de garde et de défense :

- les chiens de race staffordshire terrier;
- les chiens de race rottweiler;
- les chiens de race tosa;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précédentes.

Art. 6

Les éléments de reconnaissance des chiens visés aux articles 3 et 4 sont déterminés par le Roi.

CHAPITRE III**De l'acquisition des chiens réputés dangereux**

Art. 7

L'acquisition, à titre gratuit ou onéreux, de chiens d'attaque visés à l'article 4 est interdite, sauf le cas visé à l'article 9, § 2, alinéa 3, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

CHAPITRE IV**De l'interdiction de détention des chiens réputés dangereux par certaines personnes**

Art. 8

Ne peuvent détenir de chiens mentionnés aux articles 4 et 5 :

- les personnes âgées de moins de 18 ans;
- les majeurs sous tutelle, à moins qu'ils n'y aient été autorisés par l'autorité de tutelle;
- les contrevenants à la présente loi condamnés à une des peines prévues aux articles 24, 25 et 26;
- les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien considéré comme dangereux a été retirée en application de la présente loi.

Les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien considéré comme dangereux a été retirée en application de la présente loi peuvent toutefois demander au bourgmestre qu'il accorde une déroga-

Art. 5

Tot de categorie van de waak- en verdedigingshonden behoren :

- de honden van het ras Staffordshire Terrier;
- de honden van het ras Rottweiler;
- de honden van het ras Tosa;
- de honden die door hun morfologische kenmerken tot een van de hierboven vermelde rassen gerekend kunnen worden.

Art. 6

De Koning bepaalt de kenmerken waardoor de honden bedoeld in de artikelen 3 en 4 geïdentificeerd kunnen worden.

HOOFDSTUK III**Aanschaf van gevaarlijk geachte honden**

Art. 7

De aanschaf om niet of onder bezwarende titel van vechthonden als bedoeld in artikel 4 is verboden, behalve in het geval bedoeld in artikel 9, § 2, derde lid, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

HOOFDSTUK IV**Verbod ophethouden van gevaarlijk geachte honden door bepaalde personen**

Art. 8

Het houden van de rassen vermeld in de artikelen 4 en 5 is verboden aan :

- personen jonger dan 18 jaar;
- onbekwaam verklaarde meerderjarigen, tenzij zij hiertoe de toestemming hebben gekregen van hun raadsman;
- personen die de huidige wet overtreden hebben en die veroordeeld zijn tot een van de straffen bepaald in de artikelen 24, 25 en 26;
- personen aan wie, met toepassing van deze wet, het recht om een gevaarlijk geachte hond te bezitten of te bewaren is ontnomen.

Personen aan wie, met toepassing van deze wet, het recht om een gevaarlijk geachte hond te bezitten of te bewaren is ontnomen, kunnen evenwel de burgemeester verzoeken om een afwijking op het verbod

tion à l'interdiction. Cette dérogation ne peut cependant être accordée si un délai de cinq ans au moins ne s'est pas écoulé depuis la dépossession du propriétaire ou du gardien.

CHAPITRE V

De la déclaration de détention de chien dangereux

Art. 9

Tout propriétaire d'un chien considéré comme dangereux doit déposer, chaque année, une déclaration à la commune du lieu de résidence du propriétaire de l'animal et, lorsqu'il diffère de celui de son propriétaire, du lieu de résidence du chien.

Cette déclaration doit, en outre, être renouvelée lors de tout changement de domicile du propriétaire du chien ou lors de tout changement du lieu de résidence du chien.

Art. 10

Lors du dépôt de la déclaration, le propriétaire d'un chien considéré comme dangereux ou son gardien auquel le propriétaire aura donné mandat, doit fournir les documents attestant :

- la possibilité d'identification du chien par l'implantation d'un microchip;
- de la vaccination antirabique du chien en cours de validité;
- pour les chiens d'attaque, de la stérilisation du chien;
- d'une souscription d'assurance en responsabilité civile du propriétaire du chien et, le cas échéant, de la personne qui en a la garde pour les dommages causés aux tiers par l'animal.

Le propriétaire du chien ou, le cas échéant, la personne qui a l'animal sous sa garde, doit veiller à ce qu'il soit satisfait en permanence aux conditions prévues à l'alinéa 1^{er}. Si l'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er} n'est plus remplie, il doit en avertir la commune dans un délai de deux jours ouvrables.

Art. 11

Lorsque les pièces visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, sont jointes, il est donné récépissé de cette déclaration par le bourgmestre au propriétaire ou au gardien du chien considéré comme dangereux.

toe te staan. Deze afwijking kan echter niet worden toegestaan dan nadat een termijn van ten minste vijf jaar is verstreken vanaf het verlies van het bezit in hoofde van de eigenaar of de bewaarder.

HOOFDSTUK V

Aangifte van het bezit van een gevaarlijke hond

Art. 9

Iedere eigenaar van een gevaarlijk geachte hond moet ieder jaar een verklaring indienen bij de gemeente waar de eigenaar van het dier zijn verblijfplaats heeft en, indien die hiervan verschilt, bij de gemeente waar de hond verblijft.

Deze verklaring moet bovendien opnieuw worden ingediend telkens wanneer er een verandering optreedt met betrekking tot de woonplaats van de eigenaar van de hond of telkens wanneer er een verandering optreedt met betrekking tot de verblijfplaats van de hond.

Art. 10

Bij het indienen van die verklaring moet de eigenaar van de gevaarlijk geachte hond of de persoon die de hond in bewaring heeft en die door de eigenaar daartoe gemachtigd is, de volgende documenten overleggen :

- het bewijs dat de hond geïdentificeerd kan worden door de ingeplante microchip;
- een geldig vaccinatiebewijs voor de hond wat hondsdolheid betreft;
- het bewijs dat de hond gesteriliseerd werd wanneer het om een aanvalshond gaat;
- het bewijs dat de eigenaar en, in voorkomend geval, de bewaarder van het dier een verzekering voor wettelijke aansprakelijkheid heeft afgesloten om elke schade te dekken die het dier zou kunnen toebrengen aan derden.

De eigenaar van de hond of, in voorkomend geval, de bewaarder van het dier, moet erop toezien dat er steeds is voldaan aan de voorwaarden bepaald in het eerste lid. Indien een van de voorwaarden bedoeld in het eerste lid niet meer is vervuld, moet hij de gemeente binnen twee werkdagen daarvan op de hoogte brengen.

Art. 11

Wanneer de stukken bedoeld in artikel 9, eerste lid, worden overgelegd, geeft de burgemeester een ontvangstbewijs af aan de eigenaar of de bewaarder van de gevaarlijk geachte hond.

Art. 12

L'administration communale conserve un exemplaire de la déclaration.

Art. 13

L'administration communale transmet copie de la déclaration au commissariat de police locale compétent territorialement.

CHAPITRE VI**De la circulation des chiens réputés dangereux**

Art. 14

Les chiens d'attaque ne peuvent accéder aux lieux publics, à l'exception de la voie publique, aux locaux ouverts au public et aux transports en commun.

Les chiens d'attaque ne peuvent stationner dans les parties communes des immeubles collectifs.

Les chiens d'attaque doivent être muselés et tenus en laisse lorsqu'ils circulent ou stationnent sur la voie publique et lorsqu'ils circulent dans les parties communes des immeubles collectifs.

Art. 15

Les chiens de garde et de défense doivent être muselés et tenus en laisse lorsqu'ils circulent ou stationnent dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun.

CHAPITRE VII**De la compétence du bourgmestre**

Art. 16

Si un chien visé aux articles 4 et 5 est susceptible de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, le bourgmestre, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne concernée, peut prescrire au propriétaire ou au gardien du chien de prendre des mesures de nature à prévenir le danger.

Art. 17

En cas d'inexécution, par le propriétaire ou le gardien du chien considéré comme dangereux, des

Art. 12

Het gemeentebestuur bewaart een exemplaar van de verklaring.

Art. 13

Het gemeentebestuur zendt een kopie van de verklaring over aan het plaatselijke politiecommissariaat dat bevoegd is voor het gebied.

HOOFDSTUK VI**Het rondlopen van gevaarlijk geachte honden**

Art. 14

Vechthonden hebben geen toegang tot openbare plaatsen behalve tot de openbare weg, noch tot voor het publiek toegankelijke plaatsen of tot het openbaar vervoer.

Vechthonden mogen niet in de gemeenschappelijke ruimten van flatgebouwen verblijven.

Wanneer zij zich op de openbare weg begeven of daar aanwezig zijn, of wanneer zij aanwezig zijn in de gemeenschappelijke ruimten van flatgebouwen, moeten vechthonden genuilkorfd en aangeliind zijn.

Art. 15

Waak- en verdedigingshonden moeten genuilkorfd en aangeliind zijn wanneer zij zich op openbare plaatsen begeven of daar aanwezig zijn, in voor het publiek toegankelijke ruimten en in het openbaar vervoer.

HOOFDSTUK VII**Bevoegdheid van de burgemeester**

Art. 16

Indien een hond als bedoeld in de artikelen 4 en 5 gevaar kan opleveren voor mensen of huisdieren, kan de burgemeester op eigen initiatief of op verzoek van een belanghebbende persoon, de eigenaar of de bewaarder van de hond bevelen maatregelen te nemen om gevaar te voorkomen.

Art. 17

Indien de eigenaar of de bewaarder van de gevaarlijk geachte hond verzuimt de maatregelen bedoeld in

mesures visées à l'article 16, le bourgmestre peut, par arrêté, placer le chien dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci.

L'article 9, §§ 2 à 5, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux est applicable.

Pour reprendre possession du chien placé dans un lieu de dépôt, le propriétaire ou le gardien du chien doit exécuter les mesures décidées par le bourgmestre.

Art. 18

Si l'importance du danger pour les personnes ou les animaux domestiques que présente le chien considéré comme dangereux le requiert, le bourgmestre peut ordonner la mise à mort de l'animal par un vétérinaire.

CHAPITRE VIII

Du dressage

Art. 19

Le dressage des chiens considérés comme dangereux au mordant n'est autorisé que dans le cadre des activités de sélection canine encadrées par une association agréée par le ministre de la Santé publique.

Art. 20

Seuls les dresseurs et les responsables d'activités de sélection canine en possession d'un certificat de capacité peuvent exercer l'activité de dressage des chiens considérés comme dangereux au mordant et acquérir du matériel destiné à ce dressage.

Art. 21

Le certificat de capacité est délivré par toute association agréée par le ministre de la Santé publique, aux candidats justifiant de l'aptitude nécessaire pour diriger, contrôler et maîtriser l'animal ayant réussi l'examen qu'elle organise.

Le certificat de capacité doit être homologué par l'administration communale du lieu de résidence du candidat. L'homologation n'est accordée qu'après que l'administration communale a vérifié que les conditions prévues par la présente loi sont respectées.

Le certificat est valable cinq ans.

Art. 22

Lors de l'acquisition, à titre gratuit ou onéreux, de matériel destiné au dressage des chiens considérés

artikel 16 te nemen, kan de burgemeester bij politiebesluit bevelen de hond te laten onderbrengen op een plaats die geschikt is voor de opvang en de bewaring van het dier.

Artikel 9, §§ 2 tot 5, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren is van toepassing.

Om de hond die naar een opvang- of bewaarplaats is gebracht terug in zijn bezit te krijgen, moet de eigenaar of de bewaarder van de hond de maatregelen uitvoeren die de burgemeester heeft bevolen.

Art. 18

Indien het gevaar dat de hond voor personen of huisdieren oplevert zulks rechtvaardigt, kan de burgemeester bevelen het dier door een dierenarts te laten doden.

HOOFDSTUK VIII

Het africhten

Art. 19

Het africhten voor pakwerk van gevaarlijk geachte honden is alleen bij de hondselectie toegestaan onder toezicht van een door het ministerie van Volksgezondheid erkende vereniging.

Art. 20

Alleen de africhters en wie verantwoordelijk zijn voor de hondselectie die in het bezit zijn van een bekwaamheidsbewijs, kunnen gevaarlijk geachte honden africhten voor pakwerk en zich het hiervoor benodigde materiaal aanschaffen.

Art. 21

Het bekwaamheidsbewijs wordt afgegeven door alle door de minister van Volksgezondheid erkende verenigingen wanneer de kandidaten met het door de verenigingen georganiseerde examen bewijzen dat zij het dier kunnen leiden, onder controle houden en bevelen.

Het bekwaamheidsbewijs moet gehomologeerd worden door het gemeentebestuur van de verblijfplaats van de kandidaat. Daartoe moet het gemeentebestuur eerst nagaan of er voldaan is aan de door deze wet bepaalde voorwaarden.

Het bewijs blijft vijf jaar geldig.

Art. 22

Bij de aanschaf om niet of onder bezwarende titel van materiaal bestemd voor het africhten van gevaar-

comme dangereux, l'acquéreur doit présenter au vendeur ou au cédant le certificat de capacité dont il est titulaire.

Art. 23

La cession est inscrite sur un registre spécial tenu par le vendeur ou le cédant.

Ce registre doit être tenu à disposition des autorités de police et des administrations chargées de l'application de la présente loi.

CHAPITRE IX

De l'importation et de l'introduction sur le territoire belge de chiens réputés dangereux

Art. 24

L'importation et l'introduction sur le territoire belge de chiens visés aux articles 4 et 5 sont interdites.

CHAPITRE X

Des sanctions

Art. 25

Sans préjudice de l'application éventuelle de peines plus sévères prévues par le Code pénal, les contrevenants aux dispositions de la présente loi seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de vingt-six euros à mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Art. 26

Toute infraction à la présente loi entraînera la peine complémentaire de la confiscation du chien considéré comme dangereux et du matériel concernés.

Art. 27

Il est procédé à la saisie de tout chien ayant mordu une personne ou un animal domestique.

10 juillet 2003.

Anne-Marie LIZIN.

lijk geachte honden, moet de koper zijn bekwaamheidsbewijs overleggen aan de persoon die het materiaal verkoopt of schenkt.

Art. 23

De aanschaf wordt opgetekend in een bijzonder register gehouden door de persoon die het materiaal verkoopt of schenkt.

Dit register moet ter beschikking worden gehouden van de politie en de overheden die belast zijn met de uitvoering van deze wet.

HOOFDSTUK IX

Het invoeren en het binnenbrengen van gevaarlijk geachte honden op het Belgische grondgebied

Art. 24

Het op het Belgische grondgebied invoeren en binnenbrengen van de honden bedoeld in de artikelen 4 en 5 is verboden.

HOOFDSTUK X

Sancties

Art. 25

Onverminderd de eventuele toepassing van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt hij die de bepalingen van deze wet overtreedt, gestraft met gevangenisstraf van één maand tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro, of met een van die straffen alleen.

Art. 26

Iedere overtreding van deze wet brengt als bijkomende straf mee dat de gevaarlijk geachte hond en het betrokken materiaal verbeurdverklaard wordt.

Art. 27

Iedere hond die een persoon of een huisdier heeft gebeten, wordt in beslag genomen.

10 juli 2003.